

L'Onu et la demande d'adhésion palestinienne

Partage international n° [429](#) - Mai 2024

par Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares

Cette semaine, [le 17 avril 2024] les Etats-Unis et le Royaume-Uni seront en mesure de corriger des décennies d'erreurs géopolitiques dans le conflit israélo-palestinien en permettant à la Palestine de devenir le 194^e Etat membre des Nations unies.

Au total, 139 pays reconnaissent déjà l'État de Palestine, soit plus des deux tiers des États membres de l'Onu. Plusieurs États européens rejoindront bientôt la liste. Pourtant, les États-Unis ont jusqu'à présent bloqué l'adhésion de la Palestine à l'Onu, le Royaume-Uni restant toujours proche de la position américaine.

Aucun pays au monde n'a fait plus pour détruire le Moyen-Orient que le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Le rôle principal revient certainement à la Grande-Bretagne, dont les intrigues impériales dans la région remontent au XIX^e siècle et se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. La Grande-Bretagne a tenu l'Égypte sous sa coupe pendant des décennies, des années 1880 aux années 1950. Au cours de la Première Guerre mondiale, elle a faussement promis des territoires du Moyen-Orient ottoman qui se chevauchaient à trois acteurs différents : aux Français (par l'accord Sykes-Picot), aux Arabes (dans la correspondance McMahon-Hussein) et aux sionistes (dans la déclaration Balfour), prétendant ainsi attribuer ce qui ne lui appartenait pas au départ.

Après la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne s'est emparée de la Palestine en vertu d'un soi-disant mandat de la Société des Nations nouvellement créée, tandis que la France s'est emparée d'un mandat sur le Liban et la Syrie. En 1947, la Grande-Bretagne a quitté la Palestine - la laissant dans un état déplorable. Malgré son départ, elle a poursuivi ses ingérences incessantes en s'associant à la France et à Israël pour envahir l'Égypte en 1956. Le Royaume-Uni a également contribué à la destruction et au désordre au Yémen, en Irak et dans de nombreux autres endroits du Moyen-Orient.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont repris le flambeau là où la Grande-Bretagne l'avait laissé : ils se joignirent d'abord à elle pour renverser le Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh en 1953, sous l'égide du MI6 et de la CIA. Puis ils menèrent de nombreuses opérations forçant des changements de régime orchestrés par la CIA, notamment en Afghanistan, en Irak, en Syrie et en Libye. Pendant toute la période d'après-guerre, les Etats-Unis ont été le principal intermédiaire - malhonnête - entre Israël et la Palestine, par exemple en appelant aux élections législatives palestiniennes de 2006, appelant ensuite à leur boycott quand il fut clair que le Hamas allait les remporter, tentant même de le renverser par la suite. En 2011, lorsque la Palestine a posé sa candidature à l'adhésion à l'Onu et a obtenu le soutien du comité des membres du Conseil de sécurité de l'Onu, les Etats-Unis ont incité la Palestine à attendre et à accepter le statut d'observateur, en promettant que l'adhésion à part entière suivrait bientôt. Il s'agissait là d'un autre mensonge.

Malgré les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui, au fil des ans, ont appelé à mettre en œuvre une solution au conflit israélo-palestinien fondée sur la coexistence de deux États, Benjamin Netanyahu a tout fait pour empêcher l'existence d'un État palestinien indépendant. L'actuel cabinet israélien comprend des extrémistes de droite tels que Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir qui appellent ouvertement au nettoyage ethnique de la Cisjordanie et de Gaza afin de créer un Grand Israël du Jourdain à la mer Méditerranée. Pourtant, malgré les provocations incessantes d'Israël, les assassinats systématiques de Palestiniens (la stratégie dite de la tondeuse à gazon), les violations répétées des décisions du Conseil de sécurité des Nations unies, et maintenant le massacre de Gaza, les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont restés inébranlables dans leur soutien à Israël et leur opposition à la Palestine, comme si de rien n'était.

A ce stade, la question est de savoir si les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont un peu de bon sens et de honte. Ils pensent peut-être soutenir Israël en bloquant l'adhésion de la Palestine aux Nations unies, mais le fait est qu'Israël est plus isolé et plus menacé que jamais en raison de l'extrémisme de son gouvernement, de sa violence choquante à l'encontre du peuple palestinien et de son régime d'apartheid.

Depuis le début de la guerre à l'automne dernier, 33 000 Palestiniens sont officiellement décédés, mais le nombre réel de morts est bien plus élevé, et des dizaines de milliers d'autres sont encore ensevelis sous les décombres ou sont morts de privations extrêmes de nourriture, d'eau et de soins de santé.

L'hypocrisie des États

Hélas, ces derniers jours, l'hypocrisie et les mensonges des États-Unis et du Royaume-Uni sont apparus au grand jour. Ces derniers ont catégoriquement refusé de condamner le bombardement israélien, absolument illégal, du complexe diplomatique iranien à Damas, en Syrie, le 1^{er} avril, mais ont ensuite vivement condamné l'Iran lorsqu'il a contre-attaqué deux semaines plus tard. Cette absurde politique du *deux poids, deux mesures* fait passer les États-Unis et le Royaume-Uni pour des brutes aux yeux du reste du monde.

Après plus d'un siècle d'ingérence du Royaume-Uni et des États-Unis au Moyen-Orient, il est temps d'être honnête sur les faits et les solutions à apporter. Il est primordial d'accueillir la Palestine en tant qu'État membre des Nations unies et de mettre en œuvre la solution à deux États conformément au droit international. Cela constitue la voie de la paix, de la justice et de la sécurité tant pour Israël que pour la Palestine. La plupart des pays du monde

soutiennent cette solution avec enthousiasme. Il ne reste plus qu'à savoir si le Royaume-Uni et les États-Unis y opposeront leur veto.

Addendum de la Rédaction [19 avril]

Contrairement à l'appel au bon sens présenté par les auteurs de cet article, les États-Unis ont opposé leur veto devant le Conseil de sécurité de l'Onu ; et le Royaume-Uni s'est abstenu (ainsi que la Suisse). Cependant, signe que le vent tourne, les douze autres membres du Conseil ont voté en faveur de la demande palestinienne, ce qui représente une nette progression depuis le vote en 2011.

États-Unis, Israël, Palestine

Date des faits : 17 avril 2024 **Auteur** : Jeffrey D.

Sachs et Sybil Fares, Jeffrey D. Sachs : professeur de développement durable ainsi que de politiques de santé publique à l'université Columbia, à New York (États-Unis). Sybil Fares : spécialiste en politiques Moyen-Orientales et de développement durable auprès du Réseau de solutions pour le développement durable de l'Onu.

Sources : commondreams.org

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers